

Questions orales

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, cela n'a absolument rien à voir avec la militarisation de l'espace ni avec ce que le député entend par guerre des étoiles. Cela n'a rien à voir non plus avec le Système d'alerte du Nord. Si nous suivions ses recommandations et n'octroyions aucun contrat de recherche et de développement, ce serait mettre un frein à toute initiative que le gouvernement pourrait désirer prendre dans le domaine de la recherche.

Je peux lui garantir à nouveau, bien que d'aucuns tentent d'effrayer les gens, comme l'a fait le député de Winnipeg-Fort Garry dans un article que j'ai lu aujourd'hui, que l'objectif de ces projets de recherche est d'élaborer le cadre d'un système de surveillance par satellites—et cela ne signifie pas n'importe quelle structure dans l'espace—capable d'assurer la surveillance de notre espace aérien et de nos eaux côtières. Nous réalisons cet objectif, à l'heure actuelle, par d'autres moyens. Un autre objectif consiste à relever les techniques essentielles à la mise au point d'un système de ce genre qui nécessitent le financement immédiat de recherches. C'est là l'objet de ces travaux exploratoires.

● (1430)

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement ce que le ministre avait à dire. Étant donné que, du moins par le biais de ces contrats, nous nous sommes maintenant engagés à dépenser des sommes énormes pour la recherche spatiale, recherche qui est liée d'une certaine façon à notre système de radar et qui peut avoir quelque rapport avec la modernisation de notre ligne DEW et peut-être avec le système de la guerre des étoiles, le ministre présenterait-il très bientôt à la Chambre des communes une déclaration de politique concernant l'attitude du gouvernement canadien à l'égard de la militarisation de l'espace? Puis, en tant que vice-premier ministre, va-t-il s'engager, après avoir consulté le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à produire la rétrospective sur la politique étrangère que son gouvernement a promise et à ne pas signer entre-temps de contrats qui pourraient éventuellement nous lier aux États-Unis ou à toute autre puissance impliquée dans la militarisation de l'espace?

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. C'est là une question fort longue.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je demanderai au député de me dire en quoi les divers volets de la question qu'il vient de poser diffèrent de ses deux tentatives antérieures en vue de lier à ses propres fins politiques ces deux contrats de recherche à la guerre des étoiles et à la militarisation de l'espace sidéral. Cela est absolument non fondé et totalement faux. L'honorable chef du Nouveau parti démocratique tente sciemment de déformer la question.

Quant à savoir si nous avons conclu tout autre contrat de cette nature au moindre lien avec ce avec quoi il essaie d'établir un, la réponse est tout simplement non.

Pour ce qui est du Livre vert sur la politique étrangère, je laisse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures le soin de

répondre à la question puisqu'elle relève directement de sa compétence.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Au cours des dernières élections, l'actuel ministre des Finances a évoqué une stratégie aérospatiale qui amalgamerait Canadair et de Havilland afin d'en faire une société prospère qui serait vendue et privatisée ultérieurement. Il semble qu'après les élections, le ministre ait dû se soumettre à d'autres décisions et, en l'absence d'une stratégie pour l'avenir, les deux entreprises sont menacées soit d'être vendues, soit de servir d'appât à un éventuel entrepreneur de l'État. Les ventes de ces sociétés se sont effondrées en raison de cette tactique, car, comme le ministre le sait sans doute, les acheteurs éventuels d'aéronefs ont peur de se retrouver avec des orphelins sur les bras.

Dans le cas de de Havilland, quelles mesures le ministre a-t-il prises pour assurer l'avenir de cette société? Qu'a-t-il fait pour autoriser la poursuite de la recherche et du développement? Quelle partie des 150 millions de dollars accordés à de Havilland dans le budget actuel sera effectivement utilisée pour la recherche et le développement?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je tiens à assurer le député que s'il prend la peine tout à l'heure de lire les rapports annuels de ces deux sociétés, il constatera avec infiniment de plaisir qu'elles y affichent des résultats meilleurs que les années précédentes et qu'il n'est pas question d'une suppression quelconque de l'aide, comme il le laisse entendre. En bref, nous conservons ces deux sociétés tout en sondant d'éventuels acheteurs avec l'optique d'une privation et du maintien de leur existence au Canada.

LA STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, le ministre consent à nous donner vaguement l'assurance que des négociations seraient en cours en vue d'une vente éventuelle. Toutefois, sachant que des milliers d'emplois à la société de Havilland et chez ses sous-traitants sont en jeu, ne pense-t-il pas que les Canadiens seraient en droit d'en savoir plus sur la stratégie aérospatiale du gouvernement et d'avoir des garanties de maintien des emplois et de maintien en activité de l'entreprise?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Je pense encore une fois que le porte-parole du parti de l'opposition officielle devrait se souvenir que ce sont les députés de son propre parti qui ont passé dix ans à créer les difficultés que connaît maintenant le Canada avec ces deux sociétés de la Couronne. Je pense que nous pouvons tout de même prendre quelques mois pour essayer de les faire redevenir viables et rentables et de trouver de bons acquéreurs pour les laisser retourner au secteur privé.